

## Pour une Afrique libre

L'OUVRAGE de Guest est le meilleur livre que j'aie jamais lu sur l'Afrique. Dans ses fonctions de chef du service Afrique du magazine *The Economist*, Guest a parcouru des pays que la plupart des journalistes ne visitent jamais et sur lesquels ils désirent encore moins écrire. Ses articles sur le génocide au Rwanda, la maladie en Zambie et la corruption presque partout débordent de compassion pour le malheur qui frappe tant de personnes. Il a raconté l'histoire de Nestor Nebigira, amoureux d'une femme qui lui est interdite, car un mariage entre Hutu et Tutsi est chose impensable au Burundi. Il a fui avec sa famille au Congo, puis en Tanzanie, où Guest l'a trouvé dans un camp de réfugiés. Autrefois homme d'affaires prospère, Nebigira en était réduit à vendre des peignes dans une petite hutte au plancher de terre. Il est conscient que ses enfants seront toujours en danger. Ayant des parents de tribus ennemies, ils sont considérés comme des pariahs; et Nebigira de citer un proverbe de chez lui : «L'enfant d'un serpent est un serpent.»

L'admiration de Guest pour l'économiste péruvien Hernando de Soto transparaît dans son analyse des graves conséquences de l'absence de droits de propriété dans la plupart des pays africains. Il explique brièvement comment les guerres et luttes tribales pour les droits miniers ont provoqué systématiquement la mort de centaines de milliers de personnes et le déplacement de millions d'autres en Angola, au Rwanda, au Burundi, au Congo et en Sierra Leone.

Guest évoque par ailleurs les dissensions mesquines qui entravent la conduite des affaires dans les pays pauvres, autre thème des travaux de de Soto. Accompagnant un chauffeur de la brasserie Guinness dans sa tournée de livraison, il constate qu'un parcours de 480 km qui aurait dû prendre 18 heures a été fait en quatre jours de cauchemar à donner des frissons. Après plusieurs actes d'extorsion et 47 barrages routiers, le camion arrive enfin à destination avec seulement deux tiers de son chargement initial. Une fois, il a été détenu 10 heures pour 12 dollars de pot-de-vin. Fait surprenant, Guinness réalise pourtant un petit bénéfice au Cameroun, où la



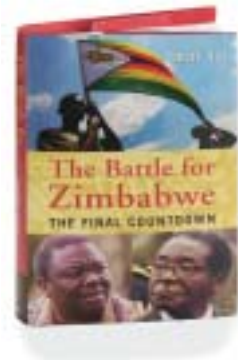
Robert Guest

**The Shackled Continent  
Power, Corruption, and African Lives**  
Smithsonian Books, Washington, D.C., 2004,  
288 p., 27,50 \$ (toilé)

compagnie reste pour le moment en activité. Mais les routes se détériorent et sont rarement réparées, ce qui n'augure pas bien de l'avenir.

Guest oppose ces cas à des histoires pleines d'espoir : les victoires de l'Ouganda dans la lutte contre le sida, la stabilité politique et le développement rapide du Botswana et la croissance de l'Afrique du Sud depuis qu'elle s'est libérée des chaînes de l'apartheid. Dans l'optimisme prudent qu'il montre également, il pense que l'Afrique du Sud n'empruntera pas le chemin suivi par le Zimbabwe. Même si leurs histoires présentent des similarités, leurs différences sont, à son avis, probablement plus grandes : une classe d'affaires puissante en Afrique du Sud, sa capacité récente d'attirer les investissements étrangers bénéficiant aux Noirs et — peut-être l'essentiel — des élections libres.

Peu de personnes ont autant bafoué la démocratie que le Président du Zimbabwe, Robert Mugabe, selon Hill, correspondant pour l'Afrique du *Washington Times* (parmi d'autres affiliations). Dans son livre, il raconte l'histoire du Zimbabwe, de l'époque coloniale à son indépendance (1980) et jusqu'à ces dernières années fatidiques. Il se montre juste à l'égard de Mugabe, précisant que, du moins jusqu'en 1989, il était bien moins violent que beaucoup d'autres dirigeants africains. Mais, depuis lors, son comportement s'est dégradé, amenant le Conseil d'administration du FMI à déplorer en septembre qu'une faible gouvernance, la corruption et le non-respect de l'état de droit ont sapé la confiance et provoqué la fuite des capitaux et des personnes, avec les



Geoff Hill

**The Battle for Zimbabwe**  
Struik Publishers, Cape Town, South Africa,  
2004, 304 p., 21,95 \$ (toilé)

conséquences désastreuses qui en résultent pour les pays voisins.

Plus libre dans ses déclarations que le Conseil du FMI, Hill note que, d'après des sources dignes de foi, le Président du Zimbabwe a soumis à l'intimidation et à la torture des milliers de ses concitoyens, a fait tuer un grand nombre de ses adversaires politiques et s'est approprié la victoire aux élections de 2002. Il a, par ce faire, mis à mal l'économie et en a blâmé notamment le FMI. Hill raconte que les Zimbabwéens traduisent maintenant IMF par «It's Mugabe's Fault» (C'est de la faute de Mugabe).

En dépit des défis adressés au continent, Guest a grande confiance en son avenir. Mais, d'après lui, c'est seulement par les institutions d'une société libre, et non par l'aide extérieure, que l'Afrique s'intégrera au monde globalisé et plus riche. L'aide extérieure aux pays qui ne sont pas largement démocratiques et libres a toujours abouti à l'échec, et plus elle ira aux pays corrompus (même si c'est pour combattre le sida), plus les progrès de l'Afrique seront lents. Exaspéré de voir que, jusqu'à présent, peu de dirigeants africains se sont fermement élevés contre Mugabe, Hill ajoute que, si les leaders africains n'optent pas pour la démocratie au détriment du despotisme, l'Afrique a peu de chances de vraiment se développer. Espérons que, lorsque le changement sera au rendez-vous de l'Afrique, les auteurs de ces beaux ouvrages seront là pour le saluer et le décrire.

**Roger Bate**  
Directeur, Africa Fighting Malaria,  
et expert invité,  
American Enterprise Institute

## Des chances à ne pas laisser passer

«L'INDE est bien connue pour laisser passer ses chances, et pas seulement au cricket...», écrit Kaushik Basu dans la préface de ce recueil d'écrits sur les résultats économiques obtenus par ce pays dans les années 90 — ses dix meilleures années de croissance depuis son indépendance et, peut-être, de tout le siècle dernier. L'Inde a failli voir les acquis économiques de cette période réduits à néant : les essais nucléaires qu'elle a réalisés en mai 1998, et ceux que le Pakistan a effectués en retour le même mois, ont fait planer la menace d'une guerre nucléaire sur le sous-continent indien. Strobe Talbott parle dans son livre des efforts diplomatiques intenses qui ont été déployés pour convaincre l'Inde de revenir sur sa position désastreuse. Les deux ouvrages rappellent qu'un pays prospère non seulement parce qu'il saisit les chances de développement économique qui lui sont offertes, mais aussi parce qu'il laisse ouvertes les voies diplomatiques et politiques.

Les auteurs des écrits réunis dans le recueil de Basu — venus, les uns, des milieux universitaires et politiques et, les autres, du monde des affaires et de la société civile — se penchent sur les réformes ardues auxquelles l'Inde doit son éveil économique et sur les facteurs plus généraux qui le sous-tendent. Ils décrivent ainsi les progrès des réformes monétaires et financières, le rythme hésitant (et c'est le moins qu'on puisse dire) des réformes budgétaires et les raisons du succès du secteur des logiciels. Tout aussi fascinantes sont les descriptions des changements plus vastes intervenus dans les normes et croyances sociales ainsi que dans l'attitude de la société vis-à-vis des milieux d'affaires et des marchés. La méfiance à l'égard de ces milieux et du profit se reflète dans les chansons et les remontrances que les parents adressent à leurs enfants en brandissant la menace d'un avenir dans les affaires lorsque ceux-ci refusent d'étudier sérieusement, écrit Basu.

Cette attitude est en train de changer. Les réformes économiques ont offert d'énormes possibilités aux jeunes des zones urbaines, qui ont tendance à voir dans les sociétés étrangères une source



*Kaushik Basu (editor)*

### India's Emerging Economy Performance and Prospects in the 1990s and Beyond

The MIT Press, Cambridge, Massachusetts,  
2004, 328 p., 45 \$/29,95 £ (toilé)

d'emplois prisés plutôt qu'un élément à redouter. Et le succès du secteur indien des logiciels sur la scène mondiale a capturé l'imagination des Indiens à un degré que seules les victoires aux matchs de cricket et de hockey ont égalé par le passé. Basu conclut que la mondialisation et les marchés modernes sont pour-



*Strobe Talbott*

**Engaging India  
Diplomacy, Democracy, and the Bomb**  
Brookings Institution Press, Washington, D.C.,  
2004, 268 p., 27,95 \$ (broché)

teurs de nombreux maux, mais que, en fin de compte, et étant donné les nouveaux points forts de l'économie indienne, ces changements offriront au pays de nouvelles chances.

Mais les changements d'attitude ne peuvent pas tous être vus sous un jour aussi favorable. Dans son article, Amar-

## Regard en arrière sur la crise asiatique

NUMÉRO DEUX du FMI de 1994 à 2001, Stanley Fischer a eu à prendre des décisions difficiles dans une série sans précédent de crises financières internationales. Il a dû souvent les prendre sous pression, sans le luxe — dont il avait bénéficié au cours de sa brillante carrière universitaire — de pouvoir demander une étude approfondie des questions ardues auxquelles il était confronté. Les écrits réunis dans ce recueil ont été rédigés ou publiés alors qu'il était encore au FMI, mais chacun d'entre eux est précédé d'une préface où l'auteur décrit le contexte et offre une perspective nouvelle, et où il répond parfois à bien des vives critiques exprimées à l'encontre du FMI pendant la durée de ses fonctions.

Dans les années 90, le FMI ainsi que le Trésor américain étaient perçus par leurs détracteurs comme les champions de l'ouverture financière. N'avait-il pas été proposé en avril 1997 d'amender les Statuts du FMI pour faire de la libéralisation des mouvements de capitaux l'un de ses princi-

paux objectifs? Dans un ouvrage écrit la même année, Fischer a cherché à convaincre les sceptiques que les avantages d'une telle initiative l'emporteraient sur ses coûts. Mais il a ajouté que les pays doivent bien se préparer à la libéralisation en adoptant des politiques économiques saines et en procédant à des réformes institutionnelles, en particulier dans le secteur financier. Il a en outre indiqué qu'un amendement des Statuts du FMI est le meilleur moyen d'assurer que la libéralisation du compte de capital se déroule d'une manière propre à réduire au minimum les risques qu'une libéralisation prématurée pourrait poser à une économie et à ses responsables.

Revenant sur ce point, Fischer reconnaît qu'en Thaïlande et en Corée, la libéralisation du compte de capital ne s'est pas bien déroulée, mais il soutient que, dans les deux cas, elle aurait été découragée par le FMI si le projet d'amendement avait été adopté. Néanmoins, la crise asiatique a nettement signalé au FMI que, dans le cas du compte de capital, une libéralisation

tya Sen déplore que l'attachement de l'Inde à la démocratie et au laïcisme ait été sérieusement ébranlé ces dernières années. Pour ce qui est de la démocratie, le sentiment de frustration à cet égard tient au courant de pensée qui attribue l'avance prise sur l'Inde par les économies d'Asie de l'Est, et plus récemment par la Chine, au fait qu'elles n'ont pas à faire face au «chaos des politiques démocratiques». Sen juge non concluantes les preuves d'un effet de freinage de la démocratie sur la croissance économique. D'autant plus que, si la démocratie ne manque à personne lorsque l'économie est au beau fixe, elle est essentielle en période de crise, en particulier pour permettre aux pauvres et aux groupes vulnérables de s'exprimer : «C'est lorsqu'on a grand besoin de la fonction de protection de la démocratie que son absence se fait vivement sentir.» Sen déplore l'abandon du laïcisme pour une notion toute fabriquée d'une Inde en grande partie hindoue.

Cette lutte entre les partisans du laïcisme et les fondamentalistes hindous

au sein de l'échiquier politique indien est le point de départ de l'ouvrage de Strobe Talbott. Les années 90 ont vu se renforcer le poids politique de ceux qui avaient longtemps soutenu que le laïcisme «avait fait des hindous des citoyens de second rang». Ce groupe était en faveur de l'acquisition d'armes nucléaires en vue de garantir «la protection et la puissance de l'Inde» et de renforcer son prestige au niveau international. Talbott souligne, toutefois, qu'ils avaient le soutien de beaucoup d'Indiens, de tous bords politiques, qui voyaient dans l'action menée par les pays dotés d'armes nucléaires pour empêcher les autres d'en posséder une politique de domination, de discrimination et de doubles poids et mesures.

Après l'essai nucléaire indien, Talbott — devenu le numéro deux du Département d'État après une brillante carrière de journaliste pour le magazine *Time* — a eu une série d'entretiens avec Jaswant Singh, homme d'État indien. Son ouvrage donne un compte rendu intéressant des efforts diplomatiques déployés

pour éviter une guerre nucléaire entre l'Inde et le Pakistan et pour pousser l'Inde à limiter le développement et le déploiement de son arsenal nucléaire. En dépit du succès nuancé de ces efforts, le dialogue entre les diplomates américains et indiens a donné lieu à un partenariat stratégique sans précédent entre les deux pays. Ce dialogue a abouti à la visite historique faite en 2000 par le Président Clinton en Inde et durant laquelle il a rappelé dans son discours aux Indiens la nécessité d'un arbitrage entre le développement des armes et celui de l'économie. «Seule l'Inde peut savoir si elle se sent plus en sécurité qu'avant les essais nucléaires. Seule l'Inde sait si elle peut se permettre un développement soutenu des armes conventionnelles et nucléaires sans compromettre ses objectifs de développement humain. Ces questions sont celles que d'autres peuvent poser, mais auxquelles vous seuls pouvez répondre...»

**Vasuki Shastry**

*Agent principal chargé des relations extérieures du FMI*



**Stanley Fischer**

**IMF Essays From a Time of Crisis  
The International Financial System,  
Stabilization, and Development**

The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2004,  
535 p., 50 \$ (toilé)

lente et prudente s'impose et que ce message doit être mieux expliqué.

Les conseils du FMI aux pays asiatiques en crise sur leurs politiques macroéconomiques ont été eux aussi fort critiqués. Fischer admet que, dans ses recommandations initiales, le FMI a eu tort de conseiller l'austérité budgétaire aux pays d'Asie de l'Est, mais il rappelle que celui-ci est rapidement revenu sur ce conseil et que l'ajustement préconisé

n'a pas pu avoir d'effet important sur l'activité économique. Cependant, Fischer soutient fermement la stratégie de défense des monnaies par le taux d'intérêt recommandée par le FMI et vivement critiquée par des sommités comme Joseph Stiglitz. La controverse à ce sujet est toujours aussi vive.

S'agissant de l'utilisation temporaire de parités fixes dans la lutte contre l'inflation, Fischer dit qu'il a changé d'avis pendant qu'il était encore au FMI. Il note que presque tous les pays émergents qui ont traversé une crise financière pendant la durée de ses fonctions au FMI sont des pays qui avaient opté, officiellement ou non, pour l'ancrage de leurs taux de change. Il conclut donc, cas concrets à l'appui, que, pour les pays ouverts aux flux de capitaux, le choix d'un point d'ancrage plus ou moins fixe n'est pas la bonne solution. Il se rallie ainsi aux économistes qui reconnaissent la contrainte imposée aux dirigeants par le «trilemme de l'économie ouverte» (voir *F&D*, mars 2004, page 28).

Les autres écrits du recueil portent sur l'éventail complet des questions financières internationales de notre

temps : la conduite de la politique monétaire, les effets de l'inflation, le rôle d'une banque centrale indépendante, les problèmes des économies en transition issues de l'ex-URSS, la pauvreté et le développement économique, et le rôle du FMI. Sur ce dernier point, Fischer reconnaît que l'un des défis adressés au FMI du XXI<sup>e</sup> siècle est de bâtir une architecture financière plus solide qui favorise la stabilité et le développement économiques tout en se polarisant sur l'ouverture, la transparence et l'obligation de rendre compte.

Tout au long de sa vie professionnelle, Stanley Fischer a été fermement convaincu que les économistes ont un rôle important à jouer par leurs enseignements, leurs recherches et une participation active à la vie publique. Dans l'ensemble, ce superbe recueil d'écrits d'un brillant économiste répond à ces objectifs et doit être lu par tout étudiant qui s'intéresse sérieusement au système monétaire international.

**Brian Snowdon**

*Maître de conférences en économie,  
Newcastle Business School,  
Northumbria University, Royaume-Uni*